

Ministry of Education

Ministère de l'Éducation

Mowat Block
Queen's Park
Toronto ON M7A 1L2
Telephone (416) 325-2600
Facsimile (416) 327-9063

Édifce Mowat
Queen's Park
Toronto ON M7A 1L2
Téléphone (416) 325-2600
Télécopieur (416) 327-9063



DESTINATAIRES : Directrices et directeurs de l'éducation des conseils scolaires de langue française

EXPÉDITEUR : Dominic Giroux
Sous-ministre adjoint, Éducation en langue française
et administration de l'éducation

DATE : Le 16 février 2007

OBJET Investissement de 220 millions de dollars en matière d'immobilisations pour l'éducation en langue française

En juin dernier, le ministère annonçait l'introduction d'un nouveau programme sur quatre ans, d'une valeur totale de 220 millions de dollars, visant à combler les besoins uniques en immobilisations des conseils scolaires de langue française, non financés par l'entremise d'autres initiatives ministérielles en matière d'immobilisations.

Depuis, le ministère a mené un examen approfondi des besoins identifiés dans les plans d'immobilisations à long terme soumis par chacun des conseils scolaires de langue française en 2006. Nous tenons à vous remercier, ainsi que les membres de vos équipes respectives, pour le temps précieux consacré à cet exercice.

La ministre a écrit aujourd'hui à chacune des présidences des conseils scolaires de langue française éligibles à du financement en vertu de ce programme. J'ai également écrit à plusieurs d'entre vous aujourd'hui des lettres supplémentaires précisant les conditions rattachées à certaines de ces approbations.

Nous tenons à préciser qu'il s'agit là de l'investissement le plus important annoncé en matière d'immobilisations scolaires dans l'histoire de l'Ontario-français.

Par souci de transparence, et dans le but d'informer le milieu scolaire et la communauté franco-ontarienne de la teneur des investissements approuvés, vous trouverez ci-dessous un sommaire des 28 projets approuvés.

Ces approbations s'ajoutent aux investissements en cours et à venir en matière de réfection annuelle, de nouvelles places-élèves aux fins de croissance, de l'initiative « Lieux propices à l'apprentissage », de places-élèves additionnelles pour la taille des classes de la maternelle à la 3^e année et pour le remplacement des installations dont le coût de réfection est jugé prohibitif.

Financement additionnel pour des projets approuvés au préalable

- 4,5 millions de dollars pour la construction de la nouvelle école élémentaire publique des Navigateurs à Temiskaming Shores, lesquels s'ajoutent à l'allocation de 3,4 millions de dollars approuvée en 2004-2005
- 6,5 millions de dollars pour la relocalisation de l'école secondaire publique Carrefour Supérieur-Nord à Dubreuilville, une augmentation de 3,4 millions de dollars par rapport à l'allocation approuvée par anticipation l'an dernier
- 3,3 millions de dollars pour l'ajout de places-élèves secondaire à l'école élémentaire catholique Saint-Joseph de Wawa, lesquels s'ajoutent à l'allocation de 3 millions de dollars approuvée l'an dernier
- 3,7 millions de dollars pour le projet en immobilisations à l'école élémentaire catholique Sainte-Trinité de Rockland, lesquels s'ajoutent à l'allocation de 3,7 millions de dollars approuvée l'an dernier

Nouvelles écoles dans des municipalités où on ne compte présentement d'école de langue française

- 1 million de dollars pour l'acquisition et la réfection d'une installation scolaire en prévision de l'ouverture d'une nouvelle école élémentaire catholique à Dryden
- 10,7 millions de dollars pour la construction d'une nouvelle école secondaire publique à Richmond Hill, projet approuvé par anticipation l'an dernier
- 18,6 millions de dollars pour la construction d'une école élémentaire et secondaire publique à Pickering
- 1,9 millions de dollars pour l'acquisition et la réfection d'une installation scolaire en prévision de l'ouverture d'une nouvelle école élémentaire publique à Orangeville
- 7,2 millions pour la construction d'une nouvelle école élémentaire catholique à Milton
- 4,3 millions de dollars dans l'éventualité de la relocalisation de l'école secondaire catholique Jean-Vanier de Welland à St Catharines

Les trois municipalités où le ministère estime que l'on retrouve le plus grand nombre d'élèves ayant droit à l'éducation en langue française ne fréquentant pas ces écoles sont, dans l'ordre, Ottawa, London et Toronto. Ces trois municipalités regrouperaient, à elles seules, environ 10 000 ou 30% des élèves ayant droit à l'éducation en langue française ne fréquentant pas ces écoles. Les écoles de langue française y ont connu une croissance importante du nombre d'élèves de la maternelle à la sixième année, malgré un déclin de la population totale d'âge scolaire dans ces municipalités.

Ottawa

- 16,8 millions de dollars pour l'ouverture d'une école secondaire catholique à Barrhaven, assurant la création d'une troisième école secondaire de langue française et d'une deuxième école secondaire catholique de langue française dans l'ouest d'Ottawa. Les effectifs des 13 écoles élémentaires de langue française de l'ouest d'Ottawa ont connu une croissance d'environ 50% ou 1 200 élèves en six ans de la maternelle à la 6^e année.

London

- 12,9 millions de dollars pour l'acquisition et la réfection ou la construction d'un nouveau site pour l'école secondaire publique Gabriel-Dumont, permettant ainsi de palier au surpeuplement manifeste au Centre Desloges où cette école loge présentement avec l'école secondaire catholique Monseigneur-Bruyère, le centre communautaire et la paroisse. Les effectifs des écoles élémentaires de langue française ont connu une croissance d'environ 30% en quatre ans de la maternelle à la 6^e année et le Centre Desloges ne pourra accueillir cette croissance. Les deux conseils scolaires devront se concerter quant à l'emplacement de la nouvelle école.

Toronto

- 11 millions de dollars pour l'ouverture d'une nouvelle école élémentaire publique et 11 millions de dollars pour l'ouverture d'une nouvelle école élémentaire catholique, amenant le nombre d'écoles à sept élémentaires publiques et sept élémentaires catholiques à Toronto. Les effectifs de langue française à Toronto ont augmenté de plus de 12% en quatre ans à l'élémentaire. Les deux conseils scolaires devront se concerter quant à l'emplacement de ces nouvelles écoles, de manière à optimiser l'accès à l'éducation en langue française
- 21,4 millions de dollars pour l'ouverture d'une nouvelle école secondaire catholique dans l'ouest de la ville et 21,4 millions de dollars pour l'ouverture d'une nouvelle école secondaire catholique dans l'est de la ville. Ces approbations reposent sur la relocalisation de l'école secondaire catholique Monseigneur-de-Charbonnel dans l'un de ces deux nouveaux sites, amenant le nombre d'écoles à deux secondaires publiques et deux secondaires catholiques à Toronto, situées respectivement dans le nord et le sud, et dans l'ouest et l'est, de manière à optimiser l'accès à l'éducation en langue française
- 2,6 millions pour l'expansion du Collège français

Nouveaux sites pour des programmes secondaires de langue française existants, présentement logés avec des programmes secondaires de langue anglaise, dans des municipalités où il n'y a pas d'école secondaire homogène de langue française

- 6,7 millions de dollars pour la relocalisation des écoles secondaires publique et catholique L'Alliance d'Iroquois Falls
- 6,2 millions de dollars pour la relocalisation du programme de l'école secondaire catholique Notre-Dame-des-Grands-Lacs de Sault Ste Marie
- 9,1 million de dollars pour la relocalisation de l'école secondaire catholique F.J. McElligott de Mattawa
- 6,2 millions de dollars pour la relocalisation de l'école secondaire catholique Franco-Ouest d'Espanola
- 8,5 millions de dollars pour la relocalisation de l'école secondaire catholique Sainte-Marie de Woodstock

Il est prévu que plusieurs de ces projets se traduiront par l'expansion d'écoles élémentaires existantes en écoles maternelle-12^e année.

Nouveaux sites pour des écoles élémentaires existantes

- 11 millions de dollars pour un nouveau site pour l'école élémentaire publique Laure-Rièse de Scarborough, desservant présentement plus de 200 élèves dans un édifice commercial
- 7,4 millions de dollars pour un nouveau site pour l'école élémentaire catholique Sainte-Marie de Chatham, laquelle ne dessert que les élèves de la maternelle à la 3^e année et sans possibilité d'expansion, forçant les élèves à poursuivre leur scolarité à Pain Court en 4^e année, avec une faible rétention

Autres investissements

- 2,0 millions de dollars pour l'acquisition et des améliorations au site de l'école élémentaire publique l'Escalade de Wawa
- 2,0 millions de dollars pour l'acquisition et la réfection d'une nouvelle école élémentaire publique à Sault Ste Marie
- 2,8 millions de dollars pour l'agrandissement de l'école secondaire catholique Saint-François-Xavier de Sarnia et l'ajout de places-élèves pour y relocaliser l'école secondaire publique Franco-Jeunesse desservant présentement 44 élèves dans un site loué au sein d'une école secondaire de langue anglaise
- 0,2 million de dollars pour l'ajout de locaux à l'école élémentaire catholique Saint-Joseph de Geraldton

Au moment de planifier les projets ci-haut mentionnés, la ministre encourage les conseils scolaires à privilégier, dans la mesure du possible, l'acquisition et la réfection d'installations scolaires existantes, de même que des partenariats avec des conseils coïncidents.

L'investissement important annoncé aujourd'hui, combiné à :

- la création du Groupe de travail permanent sur l'éducation en langue française
- l'augmentation de 34 pour cent depuis 2002-2003 du financement par élève fréquentant les écoles de langue française – lequel a permis l'embauche de 1 800 employés supplémentaires dans les écoles de langue française malgré une diminution de 1 800 élèves fréquentant ces écoles
- l'entente conclue avec le gouvernement fédéral pour l'injection de 30 millions de dollars supplémentaires pour les langues officielles en enseignement d'ici 2008-2009 – lesquels permettent de financer la mise en place de l'initiative « Destination réussite » pour accroître le taux de diplomation des écoles secondaires de langue française ainsi que la gamme de programmes post-secondaires de langue française, ainsi que
- l'autonomie imminente de TFO

constituent autant de gestes concrets du gouvernement en appui à la mise en œuvre des visées de la politique d'aménagement linguistique lancée en 2004.

Je vous remercie pour vos efforts continus pour assurer l'essor de l'éducation en langue française. Grâce à votre leadership, au travail quotidien du personnel oeuvrant au sein des écoles et services sous votre gouverne, et à la collaboration étroite des partenaires, le nombre d'élèves fréquentant les écoles de langue française est à la hausse pour une deuxième année consécutive - une première depuis la création des conseils scolaires de langue française – et tout un exploit compte tenu de l'assimilation, du déclin de la population d'âge scolaire et de la faible proportion d'immigration d'expression française en province.

Les élèves francophones de l'Ontario ont déjà atteint, deux ans plus tôt que prévu, la cible gouvernementale de 75% de réussite aux évaluations provinciales de 6^e année en mathématiques, tandis que les filles francophones ont atteint la cible dans les trois domaines : lecture, écriture et mathématiques. Tous les autres indicateurs de rendement des élèves – tant à l'élémentaire qu'au secondaire - sont à la hausse, et ce à un rythme plus rapide que dans les écoles de langue anglaise.

Évidemment, les défis demeurent. L'Ontario compte toujours plus de 30 000 élèves ayant droit à l'éducation en langue française mais qui fréquentent l'école de langue anglaise, et la plupart des écarts demeurent au niveau du rendement des élèves (par exemple : entre les garçons et les filles, entre les élèves de langue française et de langue anglaise aux évaluations en 3^e lecture, 3^e mathématiques et en sciences au secondaire, entre le nord et le sud de la province, entre le conseil obtenant les meilleurs résultats et le conseil ayant le plus de progrès à faire).

Néanmoins, à la lumière des progrès énumérés ci-dessus, force est de constater que l'éducation en langue française est bel et bien une histoire à succès.

Le sous-ministre adjoint,

Dominic Giroux

c.c. Membres du Groupe de travail permanent sur l'éducation en langue française